

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'ai pas coutume de commenter le niveau du dollar canadien. Le député a dû voir que les journaux proposaient toutes sortes d'explications. Je l'invite à lire ces articles.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DONNER DES INSTRUCTIONS AU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU CANADA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): La belle esquivé! A titre de responsable de la situation financière du Canada, le ministre des Finances se doit de répondre aux questions concernant notre dollar. Va-t-il inviter aujourd'hui le gouverneur de la Banque du Canada à proposer, afin de protéger notre devise, d'autres solutions que celle de hausser les taux d'intérêt, hausse qui serait néfaste pour des millions de Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai deux observations à faire là-dessus. D'abord, je répète ce que j'ai déjà dit au début, le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances ne peuvent pas d'un coup de baguette magique maintenir le niveau du dollar canadien ou des taux d'intérêt. C'est le marché qui les détermine. La Banque du Canada peut freiner le mouvement à la hausse ou à la baisse sur ces deux principaux marchés, mais elle est incapable de fixer les taux.

Néanmoins, je ne cesserai de répéter que l'important est de créer le bon climat économique au Canada, ce à quoi nous nous employons. Nous obtiendrons ainsi une certaine stabilité qui, à la longue, raffermira notre devise. Nous devons donc nous attaquer à l'essentiel, soit, par exemple, réduire le déficit du gouvernement fédéral. Or, par ses propos désobligeants le député nous met constamment des bâtons dans les roues. Voilà à quoi nous devons nous atteler, en espérant qu'il voudra nous appuyer.

* * *

AIR CANADA

LES SOLDES DE PLACES—L'EXCLUSION DE LA SASKATCHEWAN

M. Geoff Wilson (Swift Current-Maple Creek): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre des Transports, concerne Air Canada. La semaine dernière, notre transporteur national a annoncé des soldes de places qui excluaient Saskatoon et Regina. Une fois de plus, il semble que la Saskatchewan, où Air Canada a un quasi monopole, ait été tenue à l'écart. Le ministre des Transports peut-il intervenir pour inciter Air Canada à revoir sa politique?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'ai soulevé la question avec le président d'Air Canada qui m'a rappelé que les soldes proposées par CP, limitées à une durée de dix jours, pour les vols effectués entre le 1^{er} février et le 6 mars, comportaient des rabais pouvant atteindre 80 p. 100. Il m'a dit aussi que Air Canada, au contraire, offrait des rabais permanents pouvant atteindre 70 p.

100 et d'autres avantages tels que des bons ou des tarifs spéciaux pour les destinations au soleil. Les habitants de Saskatchewan sont assurément bien desservis par Air Canada et à des prix très concurrentiels.

● (1150)

Je devrais ajouter à ma réponse que, cette année, Air Canada a reçu le prix 1985 du service passager, décerné par *Air Transport World*, qui reconnaît la qualité des services que fournit la compagnie.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine est tombée aujourd'hui au niveau sans précédent de 70.72 cents, le ministre ne reconnaît-il pas que la faiblesse de notre monnaie est le signe du jugement que portent les milieux financiers internationaux sur la gestion de l'économie canadienne par son gouvernement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Non, monsieur le Président, je ne suis absolument pas d'accord avec ce qu'a dit la députée. Il se trouve que le dollar canadien suit un mouvement à la baisse depuis dix ans, depuis l'automne 1976. Il faut du temps pour renverser un tel mouvement.

Pour répondre plus précisément à la question de la députée, je l'invite à lire le rapport de l'OCDE qui a été rendu public juste avant Noël et qui ne renferme aucune recommandation en matière de politique économique. Habituellement, l'OCDE formule de telles recommandations dans ses rapports. L'OCDE explique que c'est parce qu'elle approuve complètement les orientations fondamentales que notre gouvernement a prises depuis septembre 1984. Elle n'a aucun conseil à donner au gouvernement du Canada parce que tout ce que nous faisons est bien.

M. Gauthier: Vous n'écoutez jamais de toute façon. Vous n'étiez même pas au pouvoir à l'époque.

M. Axworthy: Nous vous donnons chaque jour des conseils gratuitement, mais vous ne voulez pas nous écouter.

LA POSITION DU MINISTRE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, je sais que vous ne me permettriez pas de contester le rapport de l'OCDE en préambule à ma question. Voici donc tout simplement ma question supplémentaire...

M. le Président: Félicitations.

Mlle Nicholson: Le ministre veut-il donc dire qu'il n'a pas l'intention de prendre quelque mesure que ce soit pour empêcher le dollar de glisser sous le seuil de 70 cents?